

TIPASA-KOLÉA

L'École militaire de la technologie du futur et de la guerre électronique s'ouvre à la presse

Ce fut lors d'une visite guidée organisée récemment à l'Ecole supérieure des transmissions de Koléa, au profit des médias, que le commandant de cette école, le général Bedjghit Farid, avait présenté cette institution, qui se révèle être le nec plus ultra de la technologie informatique et de la guerre électronique mais aussi la digne héritière de la première école des transmissions née en pleine guerre d'Algérie, en 1956 aux confins de la frontière algéro-marocaine. Transférée à Bouzaréah, en 1964, elle est à nouveau installée à Koléa dès 1986, pour devenir finalement en 2008, l'Ecole supérieure des transmissions. Il convient de rappeler, en outre, que le site de cette école fut dans les années 60 et 70, l'emplacement de la prestigieuse Ecole nationale des cadets de la Révolution de Koléa, qui reçut dès 1963, la graine de l'élite militaire algérienne, et qui se révélera être une école militaire de référence à l'image de l'école militaire de St-Cyr en France et de West Point aux Etats-Unis. En effet, une grande partie de l'élite supérieure militaire algérienne se targue d'être «Cadet».

A la suite des explications données par le commandant de l'Ecole supérieure des transmissions de Koléa, ce furent le commandant Makimi Lazhar, le responsable de l'information et de la communication, ainsi que le colonel Belkacem Sid-Ali, le directeur de l'enseignement militaire, qui précisèrent les modalités de suivi des études au sein de cette école, notamment la formation militaire de base préalable au suivi du cursus des formations de licence et LMD.

Ce fut, ainsi, devant un parterre de journalistes regroupant les médias de la presse écrite, radio et télévision, que plusieurs hauts officiers s'attachèrent à préciser les principales filières d'enseignement, à l'instar de l'électronique, où on retrouve les transmissions, la commutation, les communications radios ainsi que les systèmes d'information dans les domaines informatique et mathématique. Au delà de ces différents cycles, on retrouvera aussi les cycles de Master en électronique et des systèmes de télécommunications et la perspective d'un doctorat dans le cadre du système LMD.

Plusieurs confrères, présents dans l'enceinte de l'école, semblaient dépayés face au monde technologique qui s'offrait à eux sous forme de maquettes où sont simulées des zones de combats, mais aussi dans des laboratoires où se retrouvaient installées des stations high tech complètes et puissantes, mais qui ne sont pas accessibles à tous les pays «dont l'école se targue d'être à l'avant-garde en matière de maintenance, exploitation et de maîtrise technologique, informatique et électronique, en prévision d'une meilleure maîtrise satellitaire et spatiale» , précise un colonel de cette école. Cependant, l'étonnement sera plus marqué face aux équipements électroniques et informatiques dédiés à ces formations à l'instar du fameux logiciel Eagle (Easily applicable Gaphical Layout Editor), «un logiciel professionnel, dédié à la CAO et dont seule l'école a le privilège de son acquisition» révèle le général, commandant de l'école.

Le colonel Belkacem Sid-Ali, le directeur de l'enseignement militaire, précisera lors de son allocution que parmi les spécialités haut de gamme, enseignées au sein de cette école, plusieurs spécialités dédiées à la guerre électronique et à la technologie informatique font partie du cursus. Ainsi, des spécialisations informatique et électronique dans le cadre du LMD sont suivies au niveau de l'Ecole supérieure des transmissions de Koléa qui dispense, en outre, une formation post-graduée préparée dans le cadre d'un LMD en informatique et en électronique et prépare aussi, après une formation d'une durée de quatre années dont l'une passée à l'Académie militaire de Cherchell, un cursus de spécialisation militaire dont la maîtrise du matériel des transmissions destinée aux unités de combats, aux équipements de communication radio et à des technologies de la guerre électronique et informatique.

Houari Larbi

AÏN DELFA

La Direction de l'éducation fermée par des enseignants contestataires admis puis exclus

La contestation avait commencé dès dimanche dernier, en début de matinée, par un rassemblement devant le siège de la Direction de l'éducation, d'une centaine d'enseignants des 3 cycles, primaire, moyen et secondaire venus de tous les coins de la wilaya, devant le siège de la Direction.

Aux dires de ces enseignants, ils déclarent avoir passé le concours de recrutement au mois d'août dernier puis après avoir été admis officiellement et même participé au stage de formation du mois de septembre, ils ont été affectés et installés. Cependant disent-ils, «nous ne comprenons pas comment à la fin du mois de janvier, après avoir été affectés et exercé pendant 4 mois lors de la parution des listes des enseignants devant participer à un cycle de formation continue, nos

noms ont disparu alors que nous avons été affectés et avons exercé durant quatre mois».

Selon nos informations, un groupe parmi les contestataires a été reçu lundi par le secrétaire général de la Direction de l'éducation accompagné par deux chefs de service. On rapporte qu'il leur a été dit que cette élimination émane, non pas de la Direction de l'éducation mais de celle de la Fonction publique. Néanmoins, avons-nous appris par

ailleurs, qu'il leur a été promis de pouvoir exercer durant toute l'année 2015.

Ces réponses n'ont, semble-t-il, pas convaincu, puisque du simple regroupement devant le siège de la Direction de l'éducation, la pression est montée de plusieurs crans et hier le siège a été hermétiquement fermé par les contestataires, et même les employés n'ont pas pu rentrer. Par ailleurs, selon des sources proches de la Direction de la Fonction publique qui est une instance de contrôle qui doit veiller au strict respect des directives portant sur les procédures de recrutement, il a été constaté de nombreuses irrégularités qui invalident l'admission des personnes qui ont été recrutées. Parmi ces irrégularités on évoque des dossiers de candidats résidant dans d'autres wilayas, des diplômes non conformes et des notes d'appréciation gonflées pour

certains. Chacun peut en déduire que la procédure a été faussée à la réception des dossiers déposés et au manque de vigilance lors du contrôle des pièces des-dits dossiers.

De plus, toujours selon ces sources, les contestataires ont été reçus par les services de la Fonction publique et ont été informés des raisons qui ont invalidé leur admission. Tous, indique-t-on, savent par conséquent pourquoi leur admission a été refusée a posteriori.

De plus, les contestataires n'arrivent pas à admettre que depuis la date du concours, le 12 août 2014, il a fallu attendre la fin du mois de janvier, après avoir exercé durant tout le 4^e trimestre 2014 et tout le mois de janvier pour qu'on s'aperçoive de l'irrégularité procédurale du concours.

Karim O.

Fin de fonction pour le directeur de wilaya des transports et de l'urbanisme

Selon des sources dignes de foi, le directeur des transports de la wilaya de Aïn Defla, affecté à cette responsabilité en août 2012, vient d'être l'objet d'une décision ministérielle de «fin de fonction».

Toujours selon nos sources, il est reproché à ce responsable d'avoir mal géré son secteur, notamment les travaux d'aménagement des agences de voyageurs installées sur le territoire de la wilaya en plus d'une carence dans le fon-

ctionnement des services du secteur. La décision est tombée du ministère de tutelle lundi dernier, décision qui lui a été notifiée par la wilaya. Questionné à ce sujet, il nous dira : «Oui, il a été mis fin à mes fonctions mais c'est pour aller exercer une

fonction de même niveau dans une autre wilaya», sans toutefois préciser laquelle.

Il s'agit là du second directeur de l'exécutif à avoir été frappé d'une décision similaire puisque à la mi-novembre 2014, c'est le directeur de l'urbanisme et de la construction (DUC), ayant assuré la fonction à ce niveau de responsabilité, durant presque toute l'année 2014 à titre d'intérimaire, avait été suspendu de ses fonctions pour ne pas avoir rempli les missions dont il avait les charges, ce qui avait gelé

les activités de son secteur et freiné considérablement le rythme de la construction.

Cette fois, concomitamment, c'est aussi une décision de fin de fonction, émanant du ministère de l'Habitat dont il vient de faire l'objet. Le poste de DUC étant vacant depuis la mi-novembre, l'intérim est assuré par la directrice du logement, assurant ainsi une double responsabilité en attendant que le ministère concerné affecte un autre directeur.

K. O.

BLIDA/ILS ONT ACCUSÉ UN RETARD DANS LA RÉALISATION DE PROJETS

Des entreprises menacées de se retrouver sur la liste noire

Plusieurs entreprises chargées de réaliser des projets dans la daïra de Boufarik et qui ont accusé des retards dans la livraison de leurs chantiers ont été menacées par le wali de Blida de figurer sur la liste noire, d'où leur interdiction de soumissionner pour les prochains projets.

Et c'est notamment la commune de Soumaâ qui a bénéficié de cinq projets de logements dont 100 logements promotionnels aidés. Le lancement des travaux de ces derniers date d'octobre 2013 pour un délai de réalisation de 22 mois alors que le taux d'avancement physique n'est qu'à

19%. Idem pour l'autre projet de 200 logements LPL dont les travaux ont été lancés en février 2013 pour un délai de réalisation de 29 mois. Le taux de réalisation n'est qu'à 39%. A cet effet, le wali a instruit, aussi bien les détenteurs des projets que le chef de daïra de Boufarik, d'accélérer le rythme des

travaux. Il a même dénoncé les faiblesses de la maîtrise d'ouvrage de l'OPGI en constatant des retards accusés dans ces chantiers à cause des problèmes de réévaluation et autres problèmes de gestion. Le responsable de cet office a été instruit de prendre toutes les dispositions nécessaires pour réviser les plannings par corps d'état, réorganiser les chantiers et lancer impérativement tous les lots des VRD des programmes de logements. Sur un autre plan, le projet de réalisation d'une piscine semi-olympique, inscrit en 2006 mais qui n'a été relancé

qu'en 2011, est à 80% de réalisation. Pour ce faire, le wali a donné un délai de deux mois pour le parachèvement des travaux. Cette piscine devra ouvrir ses portes au début de l'été prochain, d'autant que les jeunes et moins jeunes de la ville des Oranges manifestent un engouement certain pour la natation. Enfin, le wali de Blida a instruit les responsables locaux de constituer une commission pour arrêter le choix du terrain de la nouvelle salle omnisports, d'une capacité de 3000 places.

M. B.

141 blessés et 3 morts dans 90 accidents pour le mois de janvier à Béjaïa

Pas moins de 1846 interventions ont été effectuées par les éléments de la Protection civile de Béjaïa pour le seul mois de janvier.

Pour ce premier mois de la nouvelle année 2015, la Protection civile a porté assistance à 841 malades et secouru 181 blessés qui ont été évacués vers les différents centres de soins , note la cellule de communication de la direction de la Protection civile de Béjaïa dans son bilan. cinq femmes et autant d'enfants ainsi qu'un homme ont été sauvés d'une intoxication par le monoxyde de car-

bone : 11 sauvés (1homme, 5 femmes et 5 enfants) dans les localités d'El Merdj-Ouamane à Amizour, Ighil-Ali, Tala Merkha et Sidi Ahmed à Béjaïa par les pompiers qui déplorent toutefois deux décès, âgés respectivement de 40 et 52 ans à Chellata et Souk-Oufella. Sur le registre des accidents de la route, 141 blessés et trois décès sont également déplorés sur les différents axes routiers de la

wilaya qui enregistrent 90 accidents de le circulation. Les éléments de Protection civile sont également intervenus dans des actions humanitaires pour porter aide et assistance à 34 SDF qui ont été évacués vers l'auberge des personnes âgées de Sidi-Ouali à Béjaïa. Le bilan de la Protection civile note 44 incendies enregistrés (avec 68 interventions «sorties d'engins») correspondant à 26 sorties pour feux dans les milieux urbains occasionnant en parallèle 5 blessés ou brûlés sauvés, 6 sorties pour feux dans les milieux industriels,

6 autres sorties pour feux dans les milieux forestiers avec, environ, 2ha de dégâts (broussaille et maquis et 5 Arbres fruitiers), 8 sorties pour feux de différents véhicules et 19 interventions pour d'autres feux.

De nombreuses sorties de constats pour des infiltrations des eaux pluviales ou stagnations (anciennes constructions, routes ...) sont aussi signalées avec 11 interventions pour effondrements partiels de faux-plafonds, éboulements et autres opérations.

A. Kersani